

POUR L'ARRÊT DES LICENCIEMENTS ET LA RÉPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUS, ENSEMBLE LE 4 FÉVRIER !

Menace de reconfinement, variants, vaccination à pas de tortue... L'épidémie n'en finit pas, et l'incapacité du gouvernement à l'enrayer fait planer un certain fatalisme. Mais s'il faudra vivre avec le coronavirus pendant encore des mois, il n'y a aucune raison de se résigner face à la politique antiouvrière du gouvernement et du patronat.

La crise sanitaire a bon dos : si le tourisme, le transport aérien et la culture sont à l'arrêt, la grande distribution, l'automobile, l'agroalimentaire, la pharmacie tournent à plein régime. Dans la plupart des grandes entreprises, les commandes et les profits sont là, mais le patronat utilise le Covid, les restrictions et l'ambiance délétère pour attaquer la condition ouvrière.

Le gouvernement impose un couvre-feu et met notre vie privée au ralenti. Au travail, c'est l'inverse : les rythmes de production sont toujours plus déliants et les patrons nous demandent d'aligner les heures supplémentaires, les samedis et les nuits travaillés. Tout cela, pour des clopinettes !

Partout, le grand patronat se cache derrière l'épidémie pour restructurer et licencier, pour intensifier l'exploitation et bloquer voire baisser les salaires. C'est pareil dans le public, où l'État se comporte comme n'importe quel exploitateur.

Tandis que l'exploitation s'intensifie pour les uns, d'autres se retrouvent au chômage. Michelin, Auchan, Total, Renault, Sanofi, ont annoncé des licenciements. Pourquoi ? Parce que dans la concurrence entre rapaces, ces grands groupes veulent rester les premiers, et parce que les actionnaires exigent toujours plus de rentabilité.

Mais les attaques patronales déclenchent des réactions ouvrières. Les travailleurs de la raffinerie Total de Grandpuits sont en grève depuis plus d'un mois contre des suppressions d'emplois. Et il y a, ici et là, des débrayages pour les salaires. C'est sur cette voie qu'il faut avancer, et tous ensemble !

Face à l'offensive des capitalistes, il faut une contre-offensive de l'ensemble de la classe ouvrière, pour sauver notre droit à un emploi, un salaire et

une retraite dignes. Il s'agit de préserver l'avenir de la société dans son ensemble, car une société dominée par le chômage et la misère est condamnée à pourrir par tous les bouts. Une mobilisation de l'ensemble du monde du travail ne se décrète pas, mais elle commence par le fait d'affirmer nos intérêts.

Face à l'explosion du chômage, il faut stopper les licenciements et répartir le travail entre tous. Dans les hôpitaux, les écoles et partout où des salariés font le travail de deux ou trois personnes, il faut embaucher !

Il faut augmenter les salaires et les pensions de retraite en prenant sur les profits. Il faut que les salariés puissent contrôler les milliards du plan de relance que le grand patronat va encaisser, car cet argent doit servir aux salaires et aux emplois !

Il sera possible d'affirmer ces objectifs et ces perspectives le jeudi 4 février, puisque la CGT, Solidaires et la FSU appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle réunissant le public et le privé.

La crise actuelle souligne l'injustice fondamentale d'une société où une classe de riches parasites prospère en aggravant le malheur de tous. Nous en serons les éternelles victimes si nous ne visons pas à renverser cette classe d'exploiteurs !



Non aux suppressions d'emplois chez Michelin

Michelin vient de présenter un « plan de simplification et de compétitivité renforcée », qui supprime 2 300 emplois. Pour ceux qui restent, la charge de travail, déjà intenable, va encore être « renforcée ». Le cynisme le dispute au mépris.

En septembre, on apprenait que l'entreprise avait repris la première place des manufacturiers. En octobre, le groupe revoyait ses prévisions de bénéfices à la hausse pour 2020, avec un résultat opérationnel espéré de 1,6 milliard d'euros.

Les actionnaires toucheront donc bien leurs dividendes sur des bénéfices qui n'ont cessé d'augmenter ces dernières années... C'est d'ailleurs le principal objectif de ce « plan » ! Les discours sur la nécessité d'être plus compétitif face à la concurrence des pays à bas coût ne sont que du baratin.

La seule chose que n'auront pas volé ces exploiters, c'est la colère des travailleurs.

Préjudice d'exploitation

Après de nombreuses années de procédure judiciaire, 726 anciens mineurs de charbon lorrains ont enfin obtenu la reconnaissance du « préjudice d'anxiété » pour avoir travaillé en contact avec des substances toxiques qui provoquent des maladies mortelles. Ils recevront 10 000 euros chacun.

Même s'il ne compense pas la mise en danger de leur santé, ce jugement est une victoire morale contre les dirigeants qui les ont sciemment exposés à ces risques.

Non au salaire partiel

À partir du 1^{er} mars, l'indemnisation du chômage partiel baissera de 84 % à 72 % du salaire net. Seuls les salariés des secteurs considérés comme les plus touchés par la crise sont provisoirement épargnés.

Les travailleurs ne sont en rien responsables du fait que la crise sanitaire se traduise par une crise économique. Il y a bien assez d'argent dans les caisses des capitalistes pour garantir à tous un salaire décent, en prenant sur leurs fortunes accumulées.



La vaccination victime des lois du marché

Les laboratoires qui ont promis des doses de vaccins à l'Union européenne annoncent les uns après les autres des retards de livraison. Le secret commercial et industriel interdit de savoir si c'est lié à des difficultés techniques, à des enjeux financiers, ou si elles ont menti au moment de la signature des contrats.

Le contrôle des travailleurs sur la production et la distribution serait une mesure de salut public.

Rafale d'augmentation des prix

Au 1^{er} février, les hausses de prix s'accumulent : +3,5 % en moyenne pour les tarifs réglementés du gaz, +1,6 % pour ceux de l'électricité, +0,44 % pour les péages...

Les salaires et les pensions devraient être indexés sur les prix, sous le contrôle de la population. Mais cela, les travailleurs devront l'imposer !

Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72



**À TROYES, LA MANIFESTATION DU JEUDI 4 FÉVRIER
PARTIRA À 14H DE LA PLACE JEAN JAURÈS**